



Mieux nourrir la planète en luttant contre les maladies animales

15/09/2008 Les récentes émeutes de la faim survenues dans plusieurs pays en développement ont cruellement mis en évidence la difficulté actuelle d'ajuster l'offre et la demande mondiales en aliments.

La compétition liée à l'utilisation des terres agricoles et des forêts s'accroît au rythme de l'augmentation de la population humaine mondiale : 7 milliards d'habitants aujourd'hui, 9 milliards en 2050. Les terres agricoles et les forêts sont également menacées par l'urbanisation, par les nouvelles infrastructures (routes, parcs de loisirs), mais aussi par les productions non alimentaires comme les biocarburants ou les cultures destinées à l'industrie textile (lin, coton, jute), qui concurrencent les textiles de synthèse issus pour la plupart de la pétrochimie.

En ce qui concerne les productions animales, on estime que la demande mondiale en protéines animales (lait, œufs, viandes) va s'accroître de 50 % d'ici l'an 2020, même en cas de stabilisation de la croissance économique. Au-delà de la hausse démographique (qui concerne surtout les pays en développement), cette demande croissante provient de l'accession à la classe moyenne de centaines de millions de ménages sortis de la pauvreté dans les pays émergents.

Ces ménages modifient leur régime alimentaire et consomment dorénavant trois repas par jour en y incorporant beaucoup plus de lait, d'œufs ou de viande qu'auparavant.

Cette demande mondiale considérable en protéines animales ne pourra être satisfaite qu'en intensifiant les productions animales. La maîtrise des risques sanitaires et environnementaux liés à cette intensification nécessite une réglementation de plus en plus rigoureuse et des Services vétérinaires capables de la faire appliquer dans leur domaine de compétences.

Remarquons aussi que plus d'un milliard de personnes dans le monde, répondant pour la plupart aux critères de pauvreté, ont une activité économique liée à l'élevage. Les animaux leur fournissent des protéines nobles pour leur alimentation mais aussi une force de travail (traction, labour, systèmes d'irrigation), des revenus monétaires et de précieux fertilisants naturels.

Tous ces groupes sociaux paient un lourd tribut aux maladies animales. Peu d'études sont disponibles sur le sujet, mais on peut estimer que les pertes liées aux diverses pathologies animales représentent, au niveau mondial, plus de 20 % en moyenne.

Réduire l'incidence de ces pathologies constitue donc l'une des priorités à considérer pour nourrir la planète. Cela nécessite une volonté politique claire, que l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et ses partenaires comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou l'Organisation mondiale de la santé (OMS) doivent

encourager au niveau mondial. En effet, l'accès à une alimentation suffisante et de qualité n'est pas uniquement un problème agricole, mais un problème mondial de santé publique qu'il faut traiter comme tel.

Puisque la réduction des pertes liées aux pathologies animales peut considérablement faciliter l'accès pour tous aux protéines animales nobles, il convient de s'assurer que les pays disposent de Services vétérinaires de qualité, capables de faire appliquer les législations sanitaires en collaboration avec les éleveurs. Ceux-ci doivent pour leur part bénéficier en permanence de mécanismes de compensation rapides et équitables lorsque leurs animaux sont abattus pour des raisons sanitaires, ainsi que d'une formation appropriée sur les dispositifs de lutte contre les maladies animales et d'une information complète sur la nécessité de travailler de concert avec les vétérinaires. L'OIE a adopté à cet effet des normes relatives à la qualité et à l'efficacité des Services vétérinaires.

Remarquons aussi que dans la majorité des pays, le contrôle de la qualité sanitaire des aliments d'origine animale et la prévention des risques biologiques associés à ces aliments (bactéries, virus, parasites, toxines) relèvent en grande partie des attributions des Services vétérinaires. Un document préparé en collaboration avec les autres organisations internationales travaillant dans ce domaine a été présenté lors de la dernière Assemblée générale des Délégués nationaux des pays et territoires Membres de l'OIE et adopté en mai 2008 (« Rôle des Services vétérinaires dans la sécurité sanitaire des aliments »).

S'agissant des méthodes utilisées pour contrôler les agents pathogènes qui affectent les animaux, nous disposons certes d'outils efficaces pour maîtriser un certain nombre d'entre eux, mais il reste beaucoup à faire pour réduire de manière significative les pertes subies actuellement par la production animale, notamment en mettant au point de nouveaux vaccins, médicaments et tests de diagnostic.

Les partenariats public-privé sont indispensables pour accélérer les programmes de recherche visant à développer les outils qui permettront de réduire les pertes liées aux diverses pathologies animales, y compris celles transmissibles à l'homme. En effet, le coût de ces recherches est tel que même les sociétés multinationales ne souhaitent plus se lancer dans la mise au point des produits dont nous avons besoin. L'intervention publique est nécessaire et souhaitable dans ce domaine, car cette action relève clairement du concept de bien public mondial.

Il est du devoir de l'OIE de soutenir, voire de susciter ces évolutions ; celles-ci seront également facilitées en mettant à profit sans tabou, mais avec toutes les précautions nécessaires, le fantastique potentiel offert par les biotechnologies, notamment dans le domaine de la vaccinologie. L'OIE a déjà abordé ces questions et nos experts vont bientôt présenter leurs premières recommandations aux Commissions spécialisées de l'OIE ainsi qu'au Comité international lors de la prochaine Session générale.

Compte tenu de l'importance de ce thème, je ne manquerai pas de vous apporter de nouveaux commentaires sur les progrès réalisés en la matière.

Bernard Vallat